

THEME 5

L'INFLATION

Questions:

- 1) Définir les différentes politiques anti-inflationnistes.

La politique monétaire restrictive

Cette politique se caractérise par un ralentissement de la création monétaire : les autorités monétaires comme les banques centrales laissent monter les taux d'intérêt et ralentissent le crédit et les investissements.

La politique budgétaire restrictive

Pour réduire l'endettement des États et ainsi diminuer leurs emprunts, les gouvernements des pays occidentaux réduisent les dépenses et les déficits budgétaires. Hausse des prélèvements fiscaux.

La politique salariale restrictive

Le ralentissement de la hausse des salaires et la modération de la redistribution permettent de comprimer les tensions inflationnistes. Dès lors, les négociations salariales s'effectuent sans référence à une quelconque évolution de l'indice des prix.

La politique des prix et de la concurrence

En période inflationniste, les autorités peuvent être amenés à exercer une action directe sur la fixation des prix (blocage des prix) ainsi qu'à réguler les mécanismes de la concurrence.

- 2) Expliquer la relation inflation chômage.

La courbe de Philips met en évidence une relation inverse entre inflation et chômage. A l'origine, c'est le résultat d'une analyse historique sur l'Angleterre entre 1867 et 1957 menée par Phillips en 1958 qui montrait une relation négative entre la hausse des salaires et le chômage. Elle est ensuite (Lipsey, 1960) devenue une relation entre inflation et chômage avec le dilemme selon lequel les gouvernements devraient choisir un peu plus d'inflation pour faire baisser le chômage et, inversement, accepter davantage de chômage afin de venir à bout de l'inflation. L'histoire des années 1970-80 a montré qu'il s'agissait d'un faux dilemme et que l'on pouvait avoir à la fois de l'inflation et du chômage. L'histoire de cette relation mouvementée est importante car elle témoigne à la fois des discussions entre experts et des allers retours entre théories et faits. La clé de l'interprétation est sans doute à chercher dans les comportements des agents économiques, eux-mêmes déterminés par leur connaissance des mécanismes économiques, à une époque et en un lieu donnés.

$$\pi_{\text{inflation}} = \pi_{\text{inflation anticipée}}^a - \beta \times \left(u - u^n \right)_{\text{chômage conjoncturel}} + V_{\text{choc d'offre}}$$

3) Georges, Lucas et Martin achètent une maison 500 000 €, la gardent un an, et la revendent. Supposons que les conditions soient différentes (zone monétaire, temps), le taux d'inflation est donc différent. Qui a fait la meilleure affaire ?

	Achat (€)	Taux d'inflation (%)	Vente (€)
Georges	500 000	-20	450 000
Lucas	500 000	+5	525 000
Martin	500 000	+10	530 000

$500\ 000 \times (1-0,2) = 400\ 000$ (gain = 50 000)

$500\ 000 \times (1,05) = 525\ 000$ (gain = 0)

$500\ 000 \times (1,1) = 550\ 000$ (perte = 20 000)

Georges a fait la meilleure affaire !

4) Dans un premier temps, l'accroissement des coûts est répercuté «sans douleur» dans les prix du marché, car, du fait de la hausse des salaires, les ménages peuvent garder leurs habitudes de consommation et acheter autant, même s'ils paient plus cher. Mais, quand les prix à la consommation s'élèvent, il se produit, à terme plus ou moins rapproché, une baisse des revenus réels (rapport entre revenus nominaux et niveau général des prix); d'où une relance des revendications et, sans doute, une nouvelle augmentation des salaires nominaux qui accentue le processus inflationniste. Comment se nomme ce phénomène ?

Spirale prix salaire

5) L'inflation est toujours le fruit d'une création monétaire excessive. De quel courant de pensée émane cette affirmation ?

Théorie quantitative de la monnaie (cf. thème 3)

Sujets de dissertation :

1) Inflation et anticipation.

On parle d'inflation pour désigner la hausse générale et durable des prix. Aussi distinguons-nous, en période d'inflation, les grandeurs réelles des grandeurs nominales, par la prise en compte du taux de l'inflation. Mais les agents économiques ne réalisent pas forcément qu'il y a de l'inflation. On parle d'illusion monétaire. La question est de savoir si cette illusion leur est dommageable, s'il est important pour eux d'anticiper l'inflation et comment y procéder.

1 / POURQUOI ANTICIPER L'INFLATION ? PALLIER SES EFFETS NEGATIFS :

11 / Une redistribution des revenus en faveur des détenteurs de créances :

111 / Sur le marché du travail : en faveur des employeurs
Anticiper l'inflation pour négocier un maintien du salaire réel

112 / Sur le marché des capitaux : en faveur des emprunteurs
Anticiper l'inflation pour négocier un maintien du taux d'intérêt réel

12 / Une perturbation de l'information portée par les prix :

121 / Sur les marchés des produits, la hausse des prix laisse imaginer des débouchés en fait illusoires

Anticiper l'inflation pour ne pas faire des investissements de capacités inopportun

122 / Sur les marchés des facteurs de production, la hausse des prix conduit à penser à des réallocations des facteurs de production en fait illusoires

Anticiper l'inflation pour ne pas faire des investissements de rentabilité inopportun

2 / COMMENT ANTICIPER L'INFLATION ? ANALYSER SES SOURCES :

21 / Une conséquence de chocs sur l'économie (point de vue keynésien) :

211 / Un choc du côté de l'offre (comme une crise pétrolière) peut déclencher une hausse en chaîne des prix des produits qui rentrent les uns les autres dans leurs structures de coûts.

212 / Un choc du côté de la demande (comme une politique de redistribution) peut déclencher, quand il y a plein emploi des capacités de production, une hausse des produits demandés par les agents qui se portent acheteurs.

La combinaison de ces chocs peut enclencher une « spirale prix salaire » inflationniste que l'agent économique anticipera en analysant la conjoncture.

22 / Un phénomène monétaire (point de vue classique) :

221 / Une augmentation de la masse monétaire plus rapide que celle de la production entraîne de l'inflation, selon la théorie quantitative de la monnaie.

222 / Cette inflation n'apparaît pas tout à coup mais se diffuse peu à peu à partir des agents ayant bénéficiés en premier de cette création monétaire, par la hausse des prix des produits qu'ils achètent puis de ceux que leurs vendeurs achètent et ainsi de suite.

L'octroi de crédit peut enclencher un « effet de richesse » inflationniste que l'agent économique anticipera en analysant la politique monétaire.

2) D'après vous, quel sera le niveau d'inflation en 2017 ? Vous raisonnerez à partir des concepts étudiés en cours. Vous pouvez consulter les sites internet suivants :

- <http://www.banque-france.fr/>
- <http://www.ecb.int/ecb/html/index.fr.html>
- <http://www.insee.fr>

Ces références ne sont pas exhaustives.

Amener une discussion sur la croissance économique française en 2017.

Pour vous aider dans votre discussion!

Croissance : la Banque de France prévoit 1,4% en 2016, 1,5% en 2017

Croissance : la Banque de France prévoit 1,4% en 2016, 1,5% en 2017

@ DANIEL ROLAND/AFP

Les trois prochaines années seront marquées par une croissance faible en France, autour de 1,5%.

La croissance ne devrait augmenter que de façon très lente au cours des trois prochaines années en France, passant de 1,4% du PIB au moins cette année à 1,5% en

2017, puis 1,6% en 2018, selon les prévisions pluriannuelles publiées vendredi par la Banque de France.

La consommation des ménages en hausse. D'après ces projections, effectuées sur la base d'hypothèses arrêtées mi-mai, la croissance française devrait ainsi bénéficier du regain d'activité dans la zone euro, favorisé notamment par la politique monétaire jugée "très accommodante" de la BCE. La demande intérieure gagnerait quant à elle en dynamisme, "avec une augmentation de la consommation des ménages, en particulier en 2016, et la confirmation d'une reprise durable de l'investissement des entreprises", détaille la banque centrale française dans un communiqué.

Légèrement en-dessous des estimations. Ces prévisions sont globalement conformes aux dernières projections de l'institution monétaire, publiées en décembre. Le chiffre de croissance pour 2017 y était alors toutefois légèrement supérieur, à 1,6% du PIB. Cette légère révision à la baisse de la croissance attendue l'an prochain, selon la Banque de France, s'explique par un contexte international "moins porteur", du fait du ralentissement de l'économie mondiale, mais aussi de l'évolution des prix du pétrole, qui devraient se redresser en 2017 et 2018.

Le commerce extérieur à la peine. La croissance serait en outre freinée, en 2016, "par une contribution nette négative de notre commerce extérieur", du fait d'une appréciation du taux de change depuis décembre, qui pénalise les exportations, les importations étant pour leur part soutenues par la forte demande intérieure. L'inflation, dans ce contexte, resterait très faible, à 0,2% en moyenne annuelle. Elle devrait toutefois se redresser pour atteindre 1,1% en 2017, puis à 1,4% en 2018, du fait d'une augmentation progressive des prix de l'énergie, selon la Banque de France.